



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

participation patronale

Question écrite n° 2690

Texte de la question

M. Damien Meslot attire l'attention de Mme la ministre de l'égalité des territoires et du logement sur l'inquiétude des organismes du « 1 % logement ». En effet, la participation des employeurs à l'effort de construction que versent les entreprises de plus de vingt salariés est actuellement, pour partie, reversée à l'État, et vient directement financer les politiques publiques du logement (ANRU et ANAH). Le fait de ne pas réduire les prélèvements sur le « 1 % logement » pour financer l'ANAH et l'ANRU et d'instaurer une ponction additionnelle compromettrait la pérennité des actions en faveur du logement des salariés et du développement économique des territoires. Cette ponction additionnelle priverait Action logement de ses moyens financiers dont bénéficient 600 000 salariés chaque année dans le cadre d'aides à l'accès au logement et donc à l'emploi. Le projet déployé par Action logement et les partenaires sociaux dans l'accord national interprofessionnel du 18 avril 2012 « faciliter l'accès au logement pour favoriser l'accès à l'emploi » serait compromis, alors que les actions engagées commencent à porter leurs fruits. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui faire part de sa position sur l'instauration d'une ponction additionnelle qui suscite une vive inquiétude parmi les organismes du « 1 % logement » dont la pérennité des actions serait compromise.

Texte de la réponse

Depuis la réforme opérée en 2009, les emplois de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC), définis jusqu'alors par voie conventionnelle entre l'État et les organisations syndicales et patronales membres de l'Union d'économie sociale du logement (UESL), sont arrêtés par décret, pour une durée de trois ans. Une concertation sur les emplois sur la période triennale 2012-2014 a abouti à la fixation par deux décrets du 12 mars 2012 d'un cadrage financier, qui prévoyait un total de 11 Mds€ d'investissement en trois ans dans la politique du logement. Le Gouvernement a souhaité que ce cadrage financier évolue, parallèlement à l'examen de la loi de finances, et conformément à l'accord conclu avec les partenaires sociaux le 12 novembre 2012. Ainsi, en application de cette lettre d'engagement mutuel, Action logement ne financera plus l'agence nationale de l'habitat (ANAR) ; l'agence étant financée par les produits de cession des quotas d'émission de gaz à effets de serre. Action logement continuera à financer l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) dans le cadre d'une contribution globale aux politiques nationales pour le logement à hauteur de 1,2 Md€ sur trois ans. En complément du financement de l'ANRU, le projet de loi de finances pour 2013 prévoit d'affecter une partie des ressources de la PEEC au fonds national d'aide au logement (FNAL), via un prélèvement opéré en 2013, 2014 et 2015 sur les collecteurs au prorata de leur collecte. Ce prélèvement s'élèvera à 400 M€ en 2013 et sera dégressif usqu'en 2015. Par ailleurs, afin d'accompagner les organismes de logement social dans l'atteinte de l'objectif de 150 000 nouveaux logements sociaux chaque année, Action logement s'est engagé à renforcer ses aides en faveur du logement locatif social, à hauteur de 1,5 Md€ représentant un équivalent subvention de 950 M€, soit une aide supplémentaire de 500 M€. A cette fin, Action logement aura recours à un emprunt de 1 Md€ par an auprès du fonds d'épargne ; emprunt assorti d'une garantie de l'État prévue par le projet de loi de finances rectificative pour 2012. Action logement maintiendra ses interventions en faveur du logement des salariés et notamment des jeunes, que ce soit pour l'accession, la mobilité, l'accès au logement et la

sécurisation dans le logement. Pour mettre en oeuvre ces dispositions, les modalités de recours à l'emprunt sur fonds d'épargne seront déterminées en concertation avec les partenaires sociaux, avec l'assurance de la soutenabilité du modèle économique d'Action logement. Parallèlement, le Gouvernement s'est engagé à un retour à un mode contractuel entre l'État et les partenaires sociaux de gestion des emplois des fonds issus de la PEEC. Ces dispositions, qui nécessitent également un dialogue avec ces partenaires sociaux pour en détailler les modalités d'application, ont vocation à figurer dans la future loi sur le logement.

Données clés

Auteur : [M. Damien Meslot](#)

Circonscription : Territoire de Belfort (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 2690

Rubrique : Logement : aides et prêts

Ministère interrogé : Égalité des territoires et logement

Ministère attributaire : Égalité des territoires et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 août 2012](#), page 4663

Réponse publiée au JO le : [2 avril 2013](#), page 3600